

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 29 (1992)
Heft: 1106

Artikel: EEE : une approbation critique
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1022162>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une approbation critique

Le débat sur l'EEE ne fait pas dans la dentelle. Les partisans ne retiennent que les avantages et les adversaires n'y voient qu'inconvénients. Un débat en noir et blanc. Pourtant le soutien au traité peut parfaitement se conjuguer avec un regard critique. L'indécision d'une partie importante des citoyens ne reflète-t-elle pas une méfiance à l'égard des argumentations sans nuances ?

(jd) Son livre, *Europa Entscheid*, figure depuis plusieurs semaines dans la liste des livres les plus vendus en Suisse allemande. Jusqu'à récemment il faisait partie du clan des sceptiques à l'égard de l'Espace économique européen. Lors du vote au Conseil national, il s'est abstenu. Aujourd'hui, il plaide en faveur de l'EEE. Rudolf H. Strahm, économiste et conseiller national socialiste bernois, connaît bien le sujet: l'EEE, il l'a passé au peigne fin et ne craint pas d'en souligner les lacunes et notamment ses conséquences sociales potentielles.

Risques mesurés

L'objectif explicite du grand marché est de rapprocher les prix, les salaires et les taux d'intérêt des pays européens. Même s'il ne s'agit pas d'un nivellement complet, ce rapprochement aura un impact négatif sur un pays riche comme la Suisse, estime Strahm. La libre circulation des personnes accroîtra la concurrence

sur le marché du travail, donc la pression sur les salaires; les personnes les plus faibles — les travailleurs les moins qualifiés, les moins mobiles, les femmes — seront les premières touchées. Heureusement, le Parlement a adopté deux motions qui exigent du Conseil fédéral des mesures contre la sous-enchère salariale et les abus qui pourraient résulter de la libre circulation des salariés.

Une argumentation raisonnable

Pourtant, non sans hésitation mais tout bien pesé, Rudolf Strahm a fini par se rallier à l'EEE. C'est que l'intégration européenne est en marche, qu'on le veuille ou non. Depuis longtemps, les grandes entreprises et les marchés financiers se moquent des frontières et vident de son sens la souveraineté des Etats-nations. Et la Communauté européenne, malgré ses défauts, est le seul contre-poids public efficace à leur opposer. Il n'y a pas d'autre alternative crédible. L'Acquis communautaire est le seul moyen d'établir des règles commerciales à l'échelle du continent, de lutter contre la criminalité économique et la fraude fiscale, de s'attaquer aux problèmes de la drogue et de gérer les migrations, de maîtriser et de réduire les atteintes à l'environnement.

Sur certains points l'EEE représente certes un recul de nos exigences en matière de protection du milieu naturel. Mais la pollution aussi ignore les frontières: une réduction de 10% des émissions nocives en Europe est infiniment plus importante d'un point de vue écologique qu'un abaissement de 50% en Suisse seulement.

Pour Strahm, si l'adhésion à l'EEE comporte certains risques, ceux que nous fait courir l'isolement sont plus importants encore. En cas de rejet du traité, la pression sera telle que tôt ou tard nous serons contraints à des adaptations plus brutales et douloureuses que celles que nous impose l'EEE.

Enfin le parlementaire bernois se mon-

tre rassuré par le fait que les droits populaires n'ont pas été sacrifiés, contrairement à l'intention première du gouvernement: le référendum subsiste, y compris pour les soixante modifications législatives déjà adoptées.

Et si les autorités oublient de prendre les mesures sociales destinées à adoucir la transition vers l'EEE, resterait la possibilité d'une initiative populaire pour exiger la dénonciation du traité. ■

Nostalgies

Texte d'une annonce publiée dans le *Tages Anzeiger* (30.10.1992), significatif d'un amalgame entre la situation de 1941 (le réduit national, le plan Wahlen, la mob) et la situation d'aujourd'hui où la construction européenne est précisément le dépassement des affrontements historiques.

Herr Bundesrat Delamuraz

Dürfen wir noch eigenen Meinung haben oder sind wir schon in einem totalitären Staat ?

1941 war unser Land total eingeschlossen. Unsere Väter und die Pferde waren im Militär. Wie andere Kinder musste ich als 13jähriger Knabe zusammen mit meiner Mutter mit zwei Kühen die Aecker pflügen und die Felder bestellen. Schon damals sprachen namhafte Politiker und ranghohe Persönlichkeiten aus der Industrie von Aussichtslosigkeit und Anschluss an unsere Belagerer. Ueber 70 Persönlichkeiten unterschrieben ein entschprechendes Dekret. Doch wir hatten einen starken Bundesrat, einen General Guisan und einen Leiter für die Anbauschlacht in der Landwirtschaft. Trotz Entbehrungen haben wir durchgehalten und konnten unsere Freiheit erhalten. Gestärkt ging unser Land in die Nachkriegszeit, und wir erreichten weltweit den höchsten Lebensstandard. Ist dies alles schon vergessen ?

Was wir heute brauchen, ist weder EWR noch EG. Was uns fehlt, ist mehr Selbstertrauen, ein Bundesrat Rudolf Minger, ein General Guisan und ein Dr. Traugott Wahlen, der unsere Industrie saniert. An uns selbst liegt es, ob wir unsere Freiheit auch weiterhin behalten.

Hans Büchler, parteilos, 8162 Steinmaur

(suite de l'édito)

presque haineuse. J'ai toujours aimé la manière directe dont les Suisses allemands s'adressent à leurs autorités: la démocratie est dans ce contact d'égal à égal. Mais on sentait là que la limite était presque franchie, que l'irrationnel risquait de déborder de l'argumentation au comportement.

Cet irrationnel (voir encadré) ne peut créer aucune alternative politique. Il serait grave que ce qui fait autorité dans ce pays, avec des convictions diverses et authentiques, soit battu par un tel courant; il serait inquiétant qu'il y ait une majorité de Neinsager de cette nature.

Dans cette situation est fondé le vote non pas conformiste, mais légitimiste.

AG